ASSEMBLÉE NATIONALE

9 mai 2025

FIN DE VIE - (N° 1364)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 1688

présenté par

M. Bazin, M. Juvin, M. Hetzel, M. Di Filippo, Mme Gruet, M. Breton, M. Gosselin et M. Ray

ARTICLE 14

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité

À l'alinéa 5, après le mot :

« et »,

insérer le mot :

« peut ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

La clause de conscience définit par cet alinéa comporte une contradiction car n'est pas responsable d'un acte la seule personne qui le commet à un instant T mais également toute personne qui contribue à permettre que cette action ait lieu. C'est d'ailleurs ainsi qu'on juge les crimes en droit pénal : peut être reconnu coupable non seulement le terroriste mais également ceux qui l'ont hébergé, informé, fourni du matériel etc - à différents degrés, certes. Comment pourrait-on ainsi ne pas comprendre qu'un professionnel de santé souhaitant se soustraire à une euthanasie ou un suicide assisté veuille n'avoir aucune incidence quelle qu'elle soit sur cet acte ? Sa liberté doit être préservée à tous les niveaux de l'action, sinon sa clause de conscience n'est que partielle.

Ainsi cet amendement propose une rectification rédactionnelle de l'alinéa afin de garantir intégralement la clause de conscience.